

Situation du marché des œufs et ovoproduits

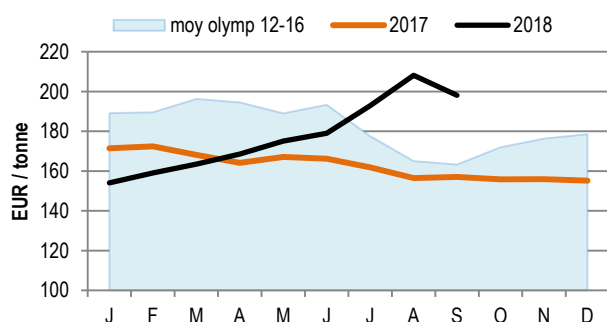
Édition novembre 2018

1. Évolution du prix des matières premières en alimentation animale et des indices ITAVI

Céréales : consommation du maïs largement favorisé

La campagne 2017/18 de blé qui s'achève sur le continent européen aura vu les rendements négativement impactés par les aléas climatiques. La récolte française en blé tendre à 34,8 Mt se situe légèrement en dessous de la moyenne quinquennale (36 Mt). Il n'y a pas de rattrapage dans la production de céréales à paille au niveau mondial. Les cours du blé au niveau européen et mondial sont particulièrement tendus compte tenu de disponibilités faibles. Les stocks mondiaux sont à la baisse pour la nouvelle campagne 2018/19 qui démarre. La cotation du blé rendu Ile-et-Vilaine a connu une légère baisse entre août et septembre (- 4,8 %) et s'établit à 198,1 €/t en septembre, soit une hausse importante de 26,2 % par rapport à septembre 2017. La cotation est en hausse de 7,6 % sur 9 mois par rapport à l'année précédente en raison de la hausse importante des prix du blé 2018.

Cotations du blé rendu Ile-et-Vilaine
(y.c. majorations)



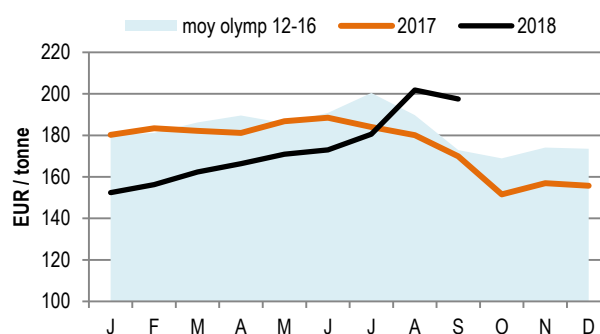
Source : La dépêche – Le Petit Meunier

La récolte de maïs aux États-Unis amorcée début septembre s'annonce exceptionnellement élevée. La consommation du maïs est soutenue (éthanol et alimentation animale), tout comme les exports. Les stocks quant à eux devraient être plus importants que prévus renforçant ainsi la tendance baissière des cours du maïs depuis août. Les cours du maïs français suivent la tendance baissière mondiale pour s'établir à 197,5 €/t en septembre 2018, soit une baisse de 2,2 % par rapport à août mais une hausse de 16,2 % par rapport

septembre 2017. La cotation moyenne du maïs est en repli de 4,6 % sur 9 mois 2018 par rapport à l'année passée en raison des cours élevés du premier semestre 2017.

L'écart de prix entre blé et maïs s'accroît depuis début juillet en faveur du maïs qui devrait cette année être plus largement utilisé dans les rations animales. Cet écart pourrait encore augmenter d'ici la fin de l'année.

Cotations du maïs rendu Ile-et-Vilaine
(y.c. majorations)

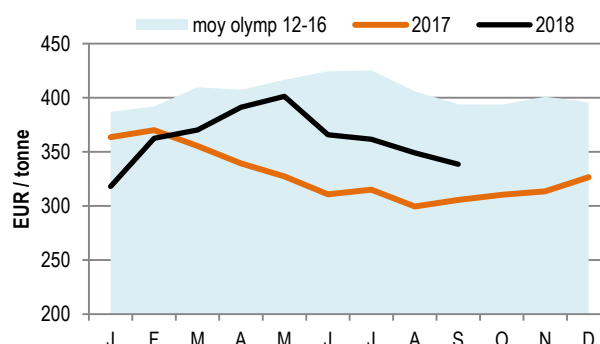


Source : La dépêche – Le Petit Meunier

Oléagineux : contraste sur les prix du soja

Les cours du soja au Brésil sont sous tension du fait de leurs exportations record vers la Chine. Les États-Unis connaissent au contraire une situation lourde en prévision d'une forte baisse des imports vers la Chine qui devrait durer au moins jusqu'à début 2019. L'UE profite de l'importante disponibilité du soja étatsunien.

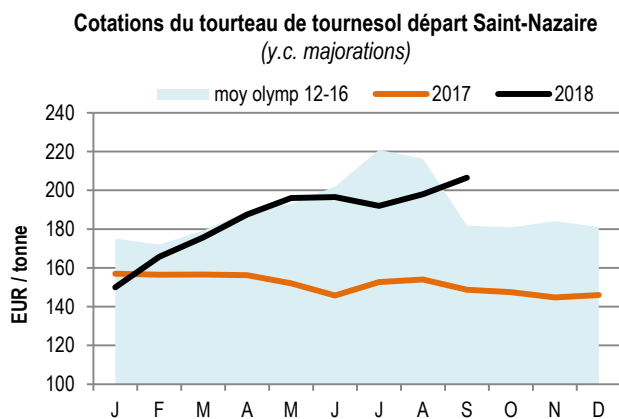
Cotations du tourteau de soja départ Montoir
(y.c. majorations)



Source : La dépêche – Le Petit Meunier

La cotation du tourteau de soja départ Montoir s'établit à 338,5 € / t en septembre soit une baisse de 3 % par rapport au mois d'août mais une hausse de 10,8 % par rapport à septembre 2017. Sur 9 mois 2018, la cotation du tourteau de soja est en hausse de 9,1 % par rapport à l'année précédente.

Le prix français du tourteau de tournesol s'élève à 206,5 € / t en septembre. Sur 9 mois 2018, le cours du tourteau de tournesol départ Saint Nazaire est en hausse de 20,9 % par rapport à 2017. La récolte française et communautaire de tournesol est en recul mais la production mondiale s'avère très satisfaisante, notamment dans les pays de la mer Noire. La consommation du tourteau de tournesol devrait être soutenue par les importations chinoises cherchant à diversifier les approvisionnements face à une diminution de la disponibilité en tourteaux de soja dans le pays, contribuant à maintenir des prix soutenus en UE.



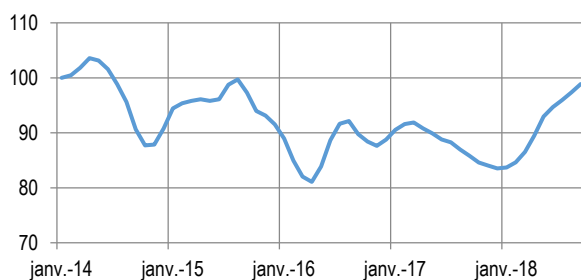
Source : La dépêche – Le Petit Meunier

Les indices coût des matières premières ITAVI

En 2017, l'indice aliment pouleuse ITAVI s'inscrit en progression de 0,8 % sur l'année par rapport à 2016, avec un contexte de prix élevés au premier semestre. Sur les neuf premiers mois 2018, l'indice se redresse par rapport à la fin de l'année 2017 en lien avec une hausse des cours du tourteau de soja au premier semestre et suite à la hausse des céréales depuis juillet. Sur 9 mois 2018, l'indice est en hausse de 2,4 % par rapport à 2017.

Évolution de l'indice coût des matières premières pour les poules pondeuses

(Moyenne lissée sur 3 mois, base 100 – janvier 2014)



Source : ITAVI

Évolution de l'indice ITAVI aliment poule pondeuse

	Indice ITAVI
2016	87,3
2017	88,1
% 17/16	+0,8%
9 M 2017	89,4
9 M 2018	91,6
% 18/17	+2,4%
sept-17	85,8
sept-18	98,9
% 18/17	+15,2%

Source : ITAVI

2. Les œufs et les ovoproduits

Contexte international

➤ Production mondiale

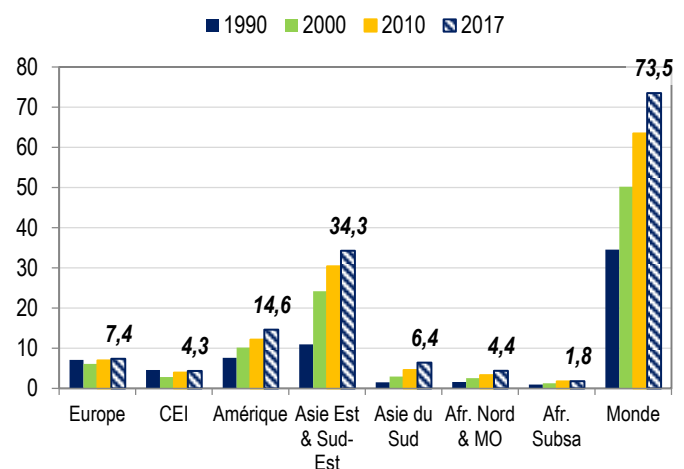
En 2017, la production mondiale d'œufs de consommation de poules estimée par l'ITAVI à partir des données disponibles (FAO, IEC, Eurostat...) s'établissait à 73,5 millions de tonnes équivalent œuf coquille (téoc). La production d'œuf a progressé de 3,9 % par rapport à 2016.

Avec 26 millions de tonnes produites en 2017, la Chine représentait à elle seule 35 % de la production mondiale, suivi par l'Amérique du Nord (8,7 millions de tonnes, 12 % de la production mondiale), l'Union européenne (7,0 millions de tonnes, 10 % de la production mondiale) et l'Inde (5,0 millions de tonnes, 7 % de la production mondiale).

Depuis 2000, la production asiatique d'œufs a augmenté de 42 % et constitue toujours le premier moteur de la croissance de la production mondiale.

Production d'œufs entre 1990 et 2017 dans le monde

(Millions de tonnes)

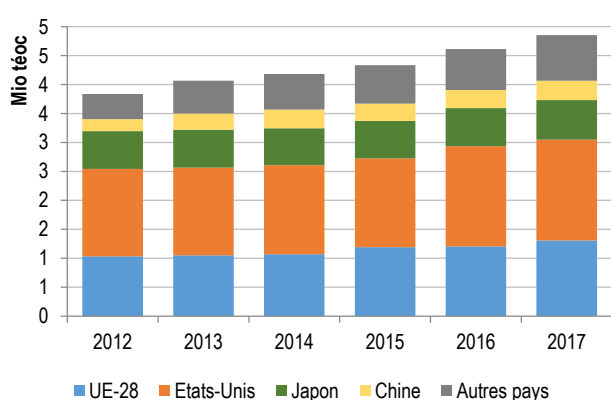


Source : ITAVI d'après IEC, FAOSTAT, EUROSTAT, sources nationales

La production mondiale d'ovoproduits est estimée à 4,8 millions de tonne équivalent œuf coquille (téoc) en 2017 soit environ 6,5 % de la production d'œuf mondiale, part relativement stable depuis 2012 (5,9 %). Cette part s'élève à 9 % au sein des pays qui déclarent produire des ovoproduits, pesant pour les trois-quarts de la production mondiale d'œufs. Toutefois, les données disponibles (via l'IEC notamment) sont éparpillées et ne couvrent pas l'ensemble des pays du monde.

Les États-Unis sont les premiers producteurs d'ovoproduits à hauteur de 1,7 Mtéoc, suivis de l'Union européenne (1,3 Mtéoc), du Japon (0,7 Mtéoc) et de la Chine (0,3 Mtéoc). La production s'accroît à un rythme moyen de 4,8 % par an depuis 2012 portée par le dynamisme des pays de l'UE (+ 4,8 % / an), des États-Unis (+ 2,9 % / an) mais également de la Chine (+ 9,9 % / an) et du Mexique (+ 7,3 % / an).

Production mondiale d'ovoproduits entre 2012 et 2017



Source : ITAVI d'après IEC

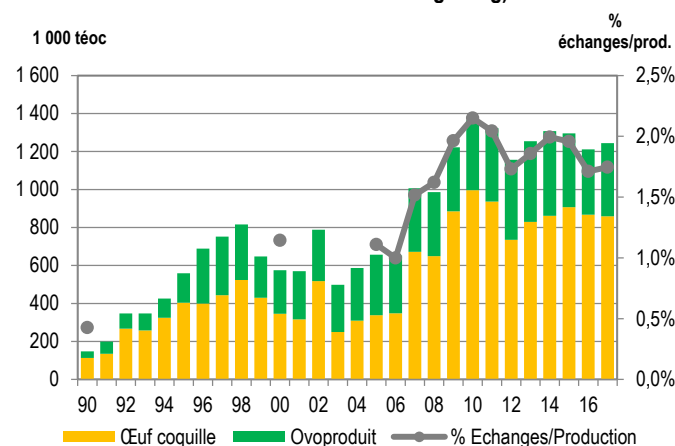
➤ Commerce extérieur

En 2017, les échanges mondiaux d'œufs et d'ovoproduits s'établissaient à 1,24 millions de tonnes équivalent œufs coquille (téoc), dont 31 % sous forme d'ovoproduits, hors échanges intra-UE et entre la Chine continentale et Hong-Kong. Au sein des ovoproduits, environ 46 % des exportations sont des ovalbumines séchées, 23 % des entiers séchés, et 13 % des jaunes liquides.

Les flux d'œufs en coquille échangés sont très concentrés et localisés entre pays voisins. Ainsi près de la moitié du commerce mondial d'œuf coquille est réalisé entre seulement huit pays : 32 % des échanges concernent les exportations de la Turquie vers l'Irak, 10 % les exportations de la Malaisie vers Singapour, 5 % de la Biélorussie vers la Russie et 3 % les échanges bilatéraux États-Unis / Canada. L'œuf étant une protéine abordable, de nombreux pays sont autosuffisants et moins de 2 % de la production mondiale d'œuf est échangée (hors échanges intra-UE). Aussi le commerce d'œuf coquille est avant tout le reflet de déséquilibres offre-demande localisés, des conditions climatiques ou géopolitiques pouvant être à l'origine d'un déficit de production (ex : Proche Orient). Le moteur du

commerce d'ovoproduits est quant à lui lié d'une part à l'équilibre matière des pays, certains étant sur-consommateurs de jaunes et d'autres de blancs et, d'autre part, au décalage pouvant exister entre le développement d'une industrie agro-alimentaire moderne et les capacités de transformation locale des œufs.

Évolution des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après UNComtrade et Eurostat

Les échanges mondiaux ont progressé entre 2012 et 2014 avant de reculer en 2015 et 2016. Le repli des échanges est principalement imputable au recul des exportations des États-Unis, suite à l'épisode d'Influenza aviaire qui a durement touché la filière ponte en 2015, mais également d'autres grands acteurs des marchés internationaux (Inde, Ukraine, Argentine, Turquie). En 2017, la production des États-Unis est supérieure à la situation de 2014 et les exportations sont reparties à la hausse (+ 27 % par rapport à 2016) sans toutefois revenir au niveau des années ante-Influenza, les exportations vers le Canada et le Mexique restant inférieures à leurs niveaux historiques. En effet, ces pays ont fortement développé cette production locale suite à cette crise sanitaire.

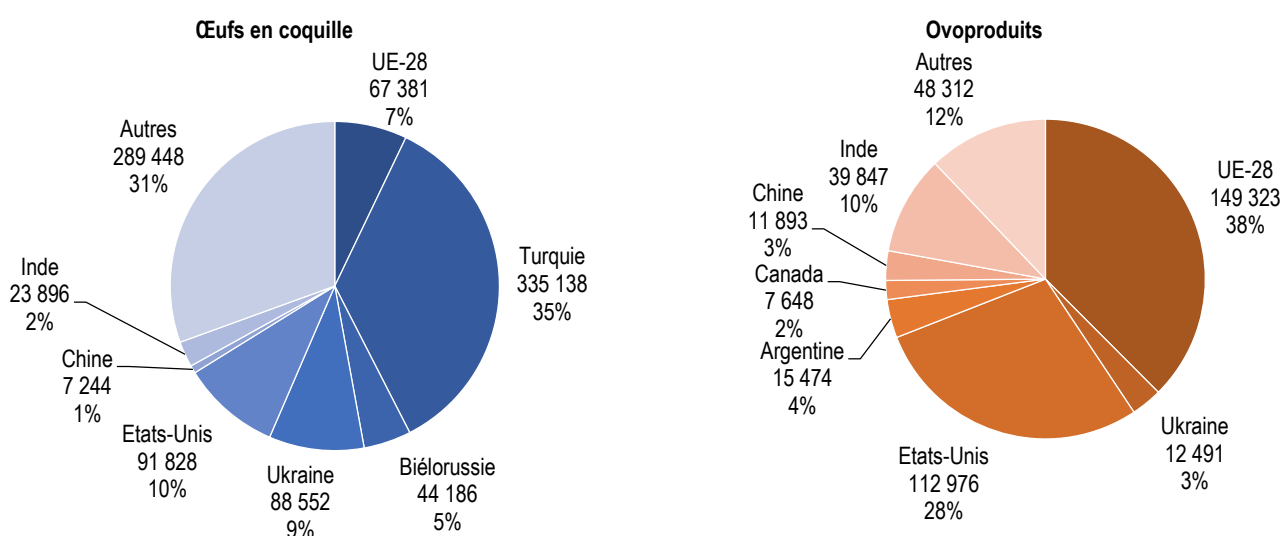
Les exportations de l'Union européenne vers les Pays tiers ont connu une croissance soutenue de 3,0 % par an en moyenne entre 2012 et 2017 comparé à une croissance du commerce mondial de 2,2 % par an sur la même période. Les exportations communautaires ont crû de 2012 à 2015 puis se sont repliées en 2016 et 2017 avec le retour progressif des États-Unis sur le marché mondial et le repli des importations Japonaises d'ovalbumines séchées au premier semestre 2016.

La part de marché des exportations communautaires sur le marché mondial s'établit ainsi à 16,5 % des volumes en 2017, en baisse par rapport à 2016 (19,1 %) en lien avec le repli des exportations néerlandaises vers les Pays-Tiers du fait de l'impact indirect de la crise du fipronil (baisse des disponibilités européennes à l'exportation).

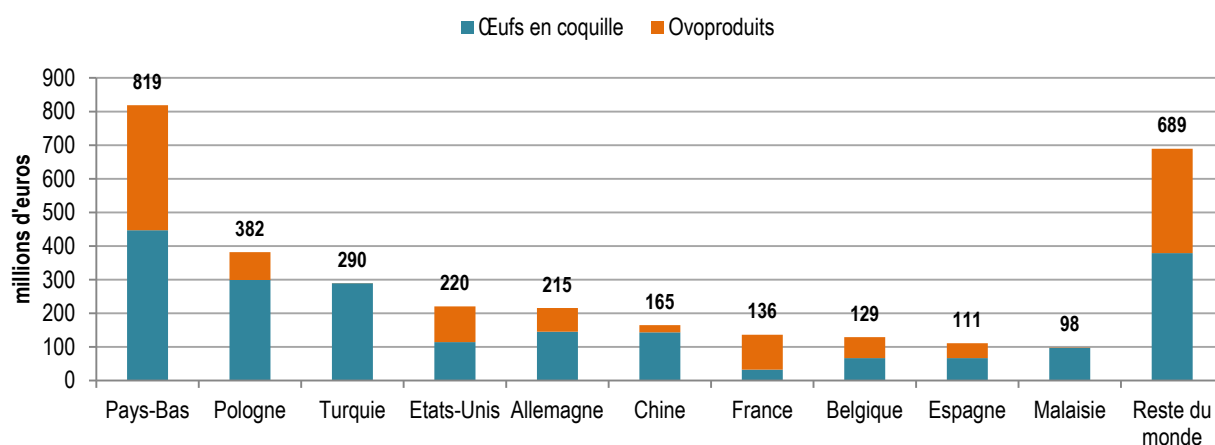
Exportations d'œufs par type de produits dans diverses régions du monde (1 000 téoc)

		UE (intra)			UE (extra)			USA			Chine et Hong-Kong			Monde (hors intra-UE)		
		2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Œufs en coquille		886	862	977	122	95	67	102	93	92	89	94	99	907	918	948
Entiers	Liquides	184	198	239	12	11	10	7	5	11	0	0	0	37	36	47
	Séchés	97	89	106	13	16	16	38	32	43	0	0	0	107	108	103
Jaunes	Liquides	74	78	99	9	9	6	11	13	17	0	0	0	39	29	30
	Séchés	49	42	30	5	5	4	13	10	14	0	0	0	37	34	36
Blancs	Liquides	54	46	55	1	1	2	1	0	1	0	0	0	5	3	7
	Séchés	77	75	83	115	107	111	12	10	26	0	0	0	163	149	176
Total ovoproduits		534	529	612	156	149	149	82	71	113	1	1	1	388	359	398
Total œufs et ovoproduits		1 420	1 392	1 588	278	243	217	184	165	205	90	95	100	1 295	1 278	1 346
% ovoproduits		38%	38%	39%	56%	61%	69%	45%	43%	55%	1%	1%	1%	30%	28%	30%

Principaux exportateurs d'œufs et ovoproduits dans le monde en 2017 (téoc) – hors commerce intra-UE



Principaux exportateurs d'œufs et ovoproduits en 2017 en millions d'euros – commerce intra-UE inclus

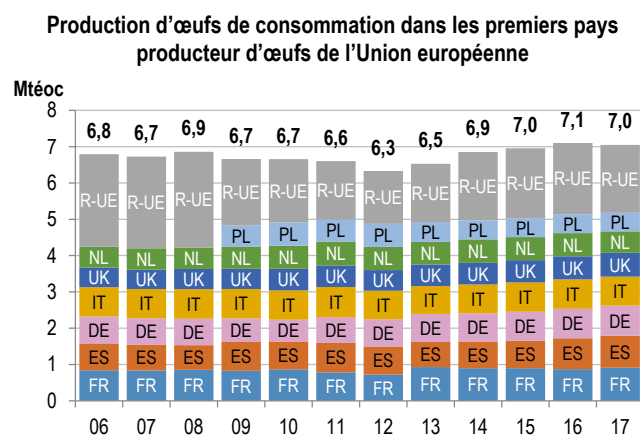


Source : ITAVI d'après UN Comtrade, GTA, Eurostat, douanes française

Marchés européens

➤ Une production européenne qui reste stable en 2017

D'après les estimations de l'ITAVI basées sur la Commission Européenne et diverses sources statistiques nationales, la production d'œufs de consommation en 2017 a été de 7,05 Mt, soit environ 110 milliards d'œufs, en léger repli par rapport à par rapport à 2016 (- 0,8 %), et en nette croissance depuis la mise aux normes de 2012 (+ 11,3 %). Si l'on observe l'évolution de la production d'œufs sur une plus longue période, l'évolution moyenne annuelle depuis 10 ans (2007-2017) est quasi stable (+ 0,5 % par an en moyenne).



* FR = France ; ES = Espagne ; DE = Allemagne ; IT = Italie ; UK = Royaume-Uni ; NL = Pays-Bas ; PL = Pologne ; R-UE = Reste de l'UE

Source : ITAVI d'après IEC et sources nationales

La production est assez équitablement répartie entre les sept premiers pays producteurs qui représentent de 7 % (Pologne) à 13 % (France) de la production communautaire.

En 2017, la France maintient sa place de premier producteur d'œufs de consommation dans l'UE, suivie de l'Espagne, de l'Allemagne et de l'Italie.

Production d'œufs de consommation en UE – 1000 tonnes				
Rang	Pays	2017	17/16 %	TCAM 17/07 %
1	France	910	+ 4,3%	+ 0,9 %
2	Espagne	883	+ 3,8 %	+ 2,2 %
3	Allemagne	826	+ 2,0 %	+ 1,2 %
4	Italie	794	- 2,3 %	- 0,3 %
5	Royaume-Uni	658	+ 4,0 %	+ 2,2 %
6	Pays-Bas	590	- 7,5 %	0,0 %
7	Pologne	510	- 1,9 %	n.d.
UE-28		7 048	- 0,8 %	+ 0,5 %

Source : ITAVI d'après SSP, Commission européenne, IEC

La fin d'année 2017 a été marqué par un repli de l'offre européenne en lien d'une part avec le scandale du fipronil qui a touché directement les Pays-Bas et la Belgique et, d'autre part, avec les épisodes de grippe aviaire survenus

notamment en Italie ayant conduit à l'abattage de près de 20 millions de poules en Europe soit 5 % des effectifs selon des sources professionnelles. Selon les experts de la commission européenne, la production communautaire d'œufs devrait s'inscrire à la hausse en 2018 (+ 2,5 %) avec une reprise de la production aux Pays-Bas (+ 4,7 %) et en Italie (+ 3,1 %). La production espagnole est également prévue en hausse de 8,5 % tandis que la production française est revue à la baisse (- 0,9 %) ce qui est cohérent avec les évolutions présentées par le SSP (- 3,4 %).

➤ Mises en place

Selon MEG, les mises en place de poulettes sont en hausse de 1,1 % en 2017 avec des hausses nettes en Pologne (+ 13,5 %) et en Espagne (+ 11,7 %) et en très forte baisse aux Pays-Bas (- 15,3 %). La progression en Allemagne (+ 9,7 %) est à mettre en regard avec les évolutions opposées observées dans le pays entre 2015 et 2016, d'où une relative stabilité des mises en place sur la période 2015-2017. En 2018, les mises en place sont en hausse de 1,4 % sur 7 mois avec en particulier des hausses de 9,6 % en France selon le CNPO, de 11,7 % en Pologne et de 6,3 % au Royaume-Uni.

Mises en place de poulettes en Union européenne
(en millions de têtes)

	année			cumul en cours			Nb de mois
	2016	2017	%17/16	2017	2018	%18/17	
Allemagne	32,4	35,5	+ 9,7	25,3	23,5	- 7,3	8
Pays-Bas	31,7	26,8	- 15,3	18,6	16,5	- 11,4	8
R.-Uni	38,0	38,2	+ 0,5	24,8	26,6	+ 7,3	8
Espagne	29,7	33,1	+ 11,6	19,5	19,2	- 1,6	7
Pologne	30,4	34,5	+ 13,5	21,5	24,0	+ 11,7	7
France	41,9	41,9	+ 0,0	31,4	32,7	+ 4,0	9
UE 28	344,9	348,7	+ 1,1	211,6	214,5	+ 1,4	7

Source : CNPO, MEG, IEC

➤ Une transition vers le hors-cage qui s'accélère à horizon 2020-2025

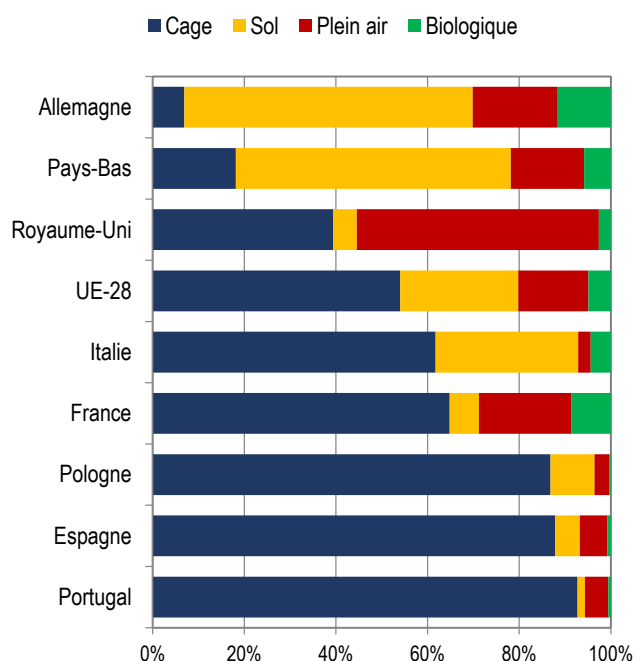
Suite à l'application de la directive européenne en 2012 (Directive 1999/74/CE), les systèmes de production ont évolué vers un des modes de production hors cage. En 1996, les systèmes alternatifs à la cage représentaient 8 % des effectifs de poules de l'UE, 30 % en 2009 et 46 % en 2017. De 2010 à 2017, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Certains États membres ont profité de cette réglementation sur les cages aménagées pour basculer complètement en système alternatif. C'est le cas de l'Autriche, où 98 % des poules poules sont en système alternatifs en 2017 en prévision

de l'interdiction de la production en cage en 2020. De même, en Allemagne, 90 % des poules sont logées « hors cage » avec une interdiction de l'élevage en cage à horizon 2025-2028. S'ensuivent les Pays-Bas (82 %) et la Suède (85 %). Les pays du nord de l'Europe ont globalement un système de production davantage tourné vers l'élevage au sol. À l'inverse, certains pays gardent une proportion élevée de cages aménagées comme l'Espagne (93 % des pondeuses sont élevées en cages aménagées), le Portugal (92 %) ou la Pologne (88 %) mais voient également leurs modes de production évoluer. En France, 63 % des poules pondeuses sont en cages aménagées en 2017.

Si le poids de l'alternatif est plus faible au niveau français que la moyenne européenne, compte tenu de la faible proportion d'élevage au sol, la France contribue de façon importante à la production alternative avec 20 % des effectifs européens de pondeuses en élevage biologique et 16 % des effectifs de plein air tandis qu'elle ne représente que 15 % des pondeuses en cage.

De nombreux engagements en faveur du hors-cage à horizon 2025 ont été pris au niveau européen par des entreprises issues des industries agroalimentaires (Unilever, Mondelez, Mars, Danone, Nestlé, Barilla...) de la restauration (Accor, Sodexo, Elio, McDonalds...) ou encore des groupes de distribution (Carrefour, Tesco, Aldi, Schwarz Group, Mark & Spencer...). Si ces engagements ne portent pas toujours sur l'ensemble des produits (œufs coquille / ovoproduits, marque propre / marque nationale...), ils devraient contribuer à augmenter la part des systèmes d'élevage alternatifs dans les pays de l'UE.

Répartition des effectifs de pondeuses par système de production dans divers pays de l'Union européenne en 2017



Source : CIRCABC

➤ Commerce communautaire d'œufs et ovoproduits

Le commerce communautaire d'œufs et ovoproduits est très dynamique puisqu'il concentre 54 % du commerce mondial en volume et 59 % en valeur. Au niveau du commerce intra-européen, les échanges d'ovoproduits représentent 39 % en volume et 41 % en valeur soit une proportion moins importante d'échanges d'œufs en coquille que pour le commerce mondial.

En 2017, les importations européennes d'œufs en provenance des Pays tiers ont augmenté de 31,7 % en volume concernant surtout les œufs en coquille (+ 224 %). Ce sont les importations italiennes qui sont responsables de l'essentiel de la hausse des importations d'œufs et ovoproduits en UE, notamment en ovoproduits séchés en provenance des États-Unis, afin de combler le déficit d'offre engendré par les épisodes d'influenza aviaire du dernier trimestre 2017. Par ailleurs, les États-Unis ont retrouvé le niveau de leurs exportations vers l'UE après la période d'influenza ayant touché le pays en 2015. Le reste des hausses concerne les œufs en coquille en provenance d'Ukraine (+ 1 730 téoc), de Macédoine (+ 670 téoc), d'Albanie (+ 520 téoc) et de Turquie (+ 380 téoc).

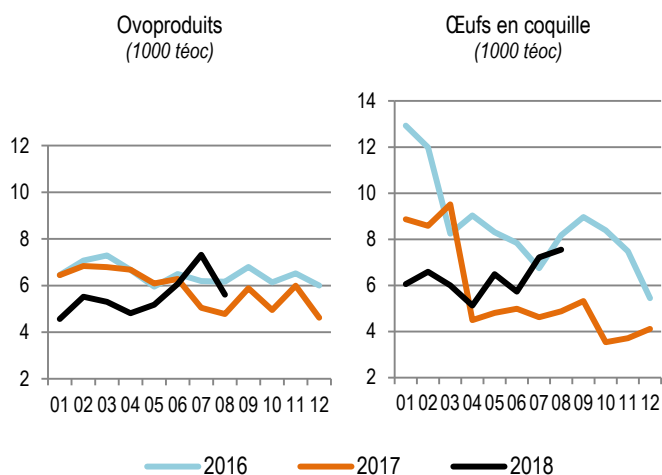
En 2017, les exportations d'œufs et ovoproduits de l'Union européenne vers les pays tiers se replient de 11 % en volume et de 19 % en valeur. Les exportations d'ovoproduits séchés qui se replient (- 27 M€) en lien avec une baisse du prix à l'export (- 23 %). Ce sont surtout les exportations depuis les Pays-Bas qui se sont repliées vers les Pays tiers pour se reporter vers l'Union européenne, en lien avec la flambée des cours européens associés au fipronil.

En effet les échanges intra-européens ont progressé de 14 % entre 2016 et 2017 en volume et en valeur et ont été perturbés dans le contexte de la crise du fipronil ayant principalement touché la Belgique et les Pays-Bas. Les importations d'œuf coquille par la Belgique ont notamment été augmentées de 36 % en valeur et les importations par les Pays-Bas de 21 %.

• Tendances 2018

Les exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits sont en repli sur les huit premiers mois 2018 en volume (- 4,6 %) mais en hausse en valeur (+ 2,8 %) par rapport à 2017. Ce sont notamment les exportations d'ovoproduits qui se replient selon Eurostat avec - 9,4 %. En effet les exportations mensuelles se situent en dessous des niveaux de 2016 et 2017 jusqu'en juin, s'accroissent en juillet pour retrouver des valeurs plus proches des niveaux historiques en août. Si les exportations d'œufs en coquille s'étaient fortement repliées en fin d'année 2017, avec des prix en hausse, elles se redressent en 2018 puis s'inscrivent en hausse en juillet et en août (cf. graphique ci-dessous).

Évolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits

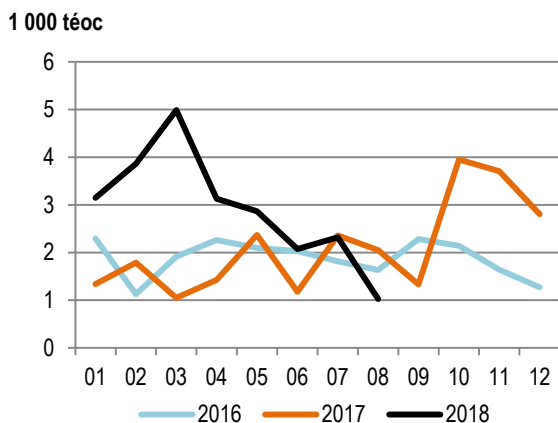


Source : ITAVI d'après Eurostat

Sur les huit premiers mois 2018, les exportations restent stables en volume vers la Suisse qui capte 31 % des exportations communautaires, et s'accroissent à destination d'Israël (+ 158 %) et le Japon (+ 13 %) tandis qu'elles se replient à destination des Émirats Arabes Unis (- 82 %).

Les importations (faibles en valeur absolue) sont en nette hausse sur 8 mois 2018 par rapport à 2017 (+ 73 %) avec notamment une hausse des importations d'ovoproduits entiers (+ 62 %) et d'œufs en coquille (+ 180 %). Les importations ont fortement augmenté à partir d'octobre 2017 puis se sont maintenus à des niveaux historiquement élevés jusqu'en juin 2018 (cf. graphique ci-dessous).

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits



Source : ITAVI d'après Eurostat

Ce sont notamment les importations en provenance de l'Ukraine qui progressent (multiplication par dix) dépassant leur niveau de 2016. Sur 8 mois 2018, les importations communautaires en provenance d'Ukraine représentent 52 % du total importé en volume, devant les États-Unis (28 %). Selon la Commission européenne, les quotas d'exportation à droit réduits de l'Ukraine ont été remplis à 100 % entre janvier et septembre 2018. Les importations d'œufs et ovoproduits en provenance des États-Unis sont en repli de 22 % en volume

par rapport à 2017 mais en hausse en valeur (+ 11 %). À noter également une hausse significative des importations en provenance d'Argentine (+ 20 %) qui représente 7 % des importations sur 8 mois 2018.

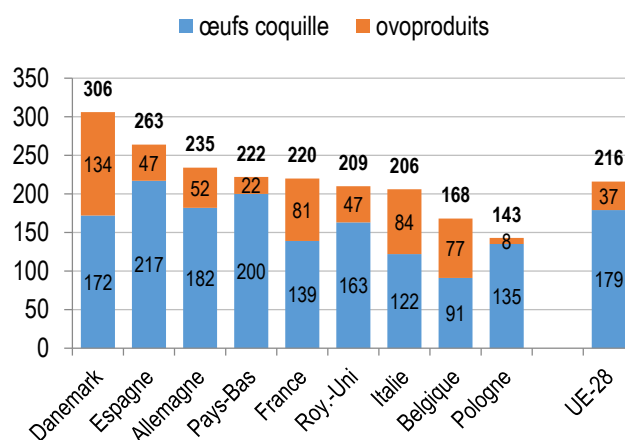
Les importations italiennes sont responsables de la moitié de la hausse des importations d'œufs et d'ovoproduits en UE, notamment en ovoproduits entiers, le pays ayant été touché par des épizooties d'influenza aviaire en fin d'année 2017 et cherchant à s'approvisionner sur le marché extérieur pour combler le déficit d'offre.

➤ Consommation d'œufs en Union européenne

En 2017, la consommation moyenne d'œufs par habitant et par an s'établit à 216 en Union européenne selon les estimations ITAVI et s'échelonne de 306 œufs/hab/an au Danemark à 143 œufs/hab/an en Pologne.

La part des ovoproduits dans la consommation d'œufs en Union européenne est estimée à environ 19 %. En France cette part est passée de 45 % en 2012 à 41 % en 2017. Sur la même période elle a augmenté en Espagne (14 % à 17 %), en Allemagne (20 % à 22 %), tandis qu'elle est stable en Italie (de 36 % à 35 %) et en léger recul au Royaume-Uni (15 % à 13 %).

Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les différents pays de l'UE en 2017 (œufs/habitants)



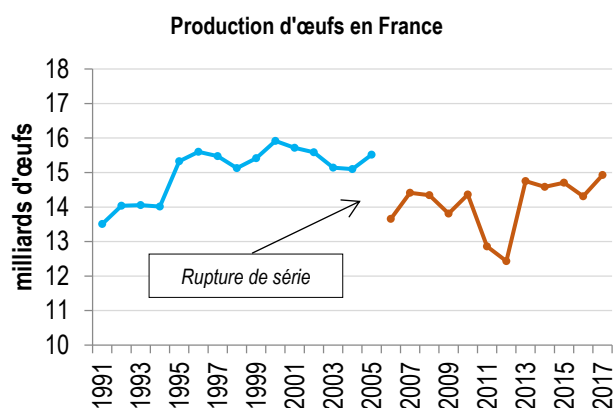
Source : ITAVI d'après IEC, SSP et Comext

La filière et le marché français

➤ Évolution de la production

La production française d'œufs de consommation est en baisse régulière entre 2000 et 2012 puis connaît un sursaut de production entre 2012 et 2013 (+ 21 %) pour se stabiliser ensuite. En effet pour satisfaire à la directive bien-être, les bâtiments ont été vidés pour travaux vers des cages aménagées ce qui a été l'occasion pour une partie des élevages de réaliser des agrandissements. Le maintien des capacités en cage et la hausse des productions alternatives ont ainsi été reportés sur l'année 2013.

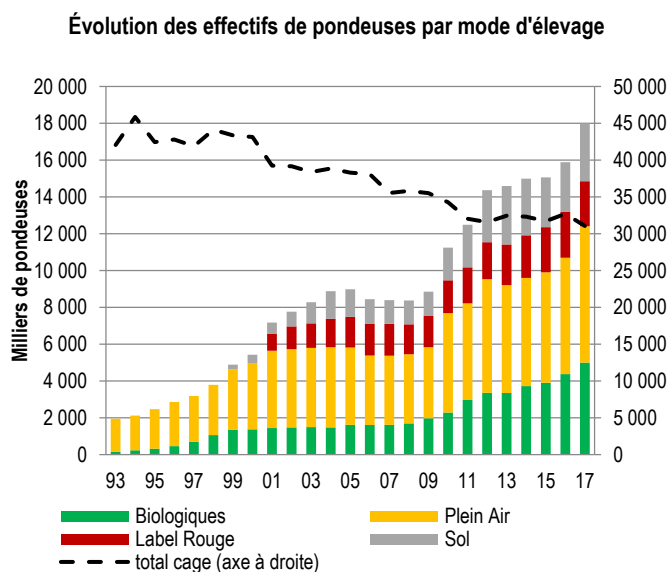
Selon le SSP, la production s'établit à 14,9 milliards d'œufs de consommation en 2017. L'évolution plutôt stable de certaines variables du bilan (échanges, achats des ménages...) conduit à penser que les prévisions de production du modèle SSP-ITAVI-CNPO sont peut-être surestimées en 2017. En s'appuyant sur la tendance des mises en place déclarées au CNPO, la production a été estimée à 14,3 milliards d'œufs par l'ITAVI.



Source : SSP

Depuis la fin des années 90, elle se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Ainsi les effectifs de poules pondeuses en système alternatif sont estimés à 37 % en 2017 contre 19 % en 2007.

Entre 2007 et 2017, le taux de croissance annuel moyen est de + 11,9 % pour les systèmes biologiques, + 9,4 % pour les systèmes au sol, + 7,0 % pour les poules de plein air hors Label Rouge et + 3,5 % pour le Label Rouge. La part des cages est quant à elle en baisse de 1,3 % par an.



Sources : ITAVI d'après SSP, DGAL, Agence Bio et Synalaf

• Structure de la production

Selon les statistiques fournies par la DGAL, les capacités moyennes d'élevage en poules par exploitation sont de 23 834 poules. Les élevages sont constitués en moyenne de 1,46 bâtiment avec 16 303 poules par bâtiments. Quel que soit le mode d'élevage les capacités moyennes de production sont en augmentation sur la période 2008-2016 notamment pour les élevages au sol (+ 167,4 %) et les poules pondeuses en cage (+ 69,5 %). Au global cette hausse est moins marquée (+ 13,1 %) en raison du transfert vers les productions alternatives à la cage. À noter qu'à la réglementation s'ajoute un accord interprofessionnel qui limite la taille des ateliers de pondeuses en Bio et Label Rouge (Plein air) qui explique également la moindre croissance de la taille moyenne des exploitations.

Structure des élevages de poules pondeuses en fonction des systèmes de production en 2017

	Part des exploitations (%)	Part des capacités de production (%)	Capacité moyenne en poules / exploitation	Évolution des capacités moyennes 2008-2017
Biologique (0)	29 %	10 %	6 219	+ 23,3 %
Plein air (1)	47 %	20 %	8 978	+ 70,2 %
Sol (2)	7 %	6 %	18 224	+ 159,8 %
Cage (3)	16 %	63 %	85 732	+ 63,1 %
Ensemble	100 %	100 %	21 104	+ 0,1 %

Source : DGAL

En 2016, plus de la moitié des pondeuses étaient situées dans le grand Ouest avec 40 % des effectifs en Bretagne et 13 % en Pays-de-la-Loire. La part de l'alternatif est variable suivant les régions avec 21 % en Bretagne et 47 % en Pays-de-la-Loire.

Part des effectifs de pondeuse par région

	Part des effectifs dans le total national	part du bio dans le total régional	part de l'alternatif dans le total régional
Bretagne	40 %	6 %	21 %
Pays-de-la-Loire	13 %	12 %	47 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 %	12 %	39 %
Hauts-de-France	10 %	6 %	33 %
Reste des régions	25 %	5 %	33 %

Source : DGAL

➤ Un déficit en œufs coquille qui s'accroît et un excédent en ovoproduits qui s'amointrir

Le solde des échanges en œufs et ovoproduits est déficitaire sur l'année 2017 en valeur (- 17M€), avec un excédent en ovoproduits de 33 M€ qui ne compense pas le déficit de 50 M€ en œuf coquille. En volume, le solde des échanges d'œufs en coquille s'établit à - 42 916 tonnes équivalent œuf coquille (téoc) et celui des ovoproduits à + 31 528 téoc, soit un solde global de - 11 388 téoc.

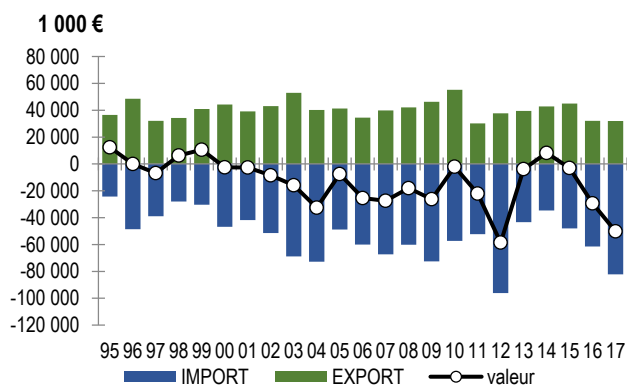
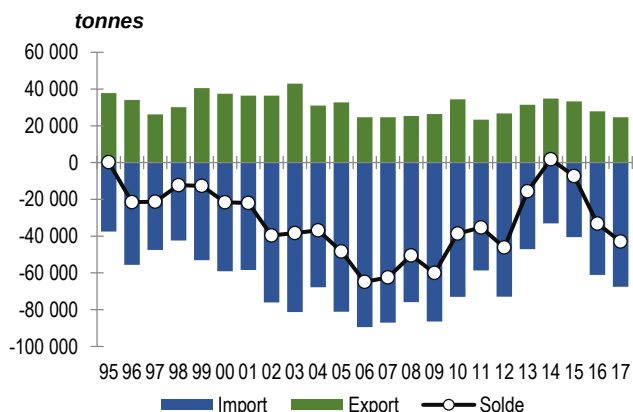
Échanges d'œufs et ovoproduits en tonne équivalent œuf coquille

	1 000 téoc			millions €		
	Exp.	Imp.	Solde	Exp.	Imp.	Solde
Œufs coquille	24,7	67,6	-42,9	32,0	82,2	-50,2
Ovoproduits	100,5	69,0	31,5	104,0	70,7	33,3
Total	125,2	136,6	-11,4	136,0	152,9	-16,9

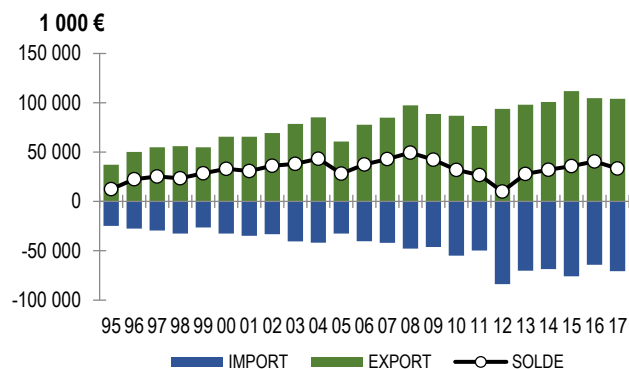
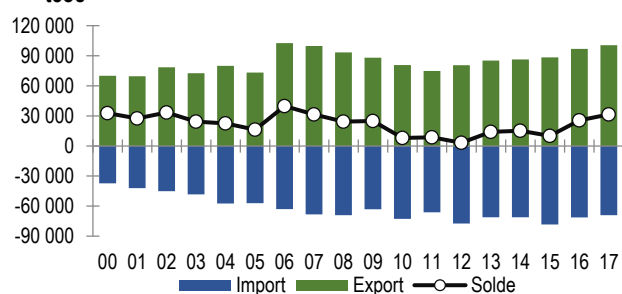
Source : ITAVI d'après douanes françaises

La France est déficitaire en œufs coquille depuis le milieu des années 1990. Ce déficit s'est fortement réduit pour atteindre l'équilibre en 2014 mais a rechuté depuis 2016 en raison d'une hausse d'importations en provenance d'Espagne et de Pologne, deux pays fortement orientés vers la production d'œufs de poules en cage. Depuis le deuxième semestre 2017, les importations en provenance de Pologne se sont rétablies à un niveau plus proche de la période 2013-2015. Le recul des exportations d'œufs coquille à destination des pays européens a également contribué à cette dégradation du solde entre 2015 et 2017.

Évolution des échanges d'œufs en coquille en volume et en valeur



Évolution des échanges d'ovoproduits en tonnes et en valeur

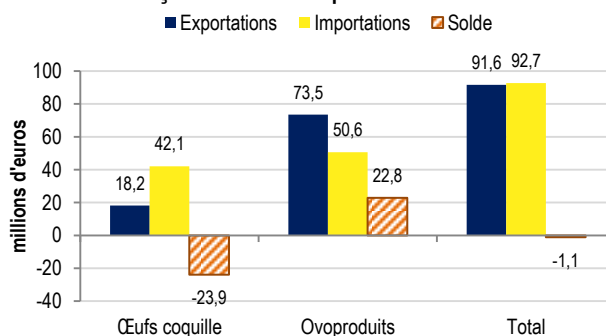


Source : ITAVI d'après douanes françaises

• Tendance 2018

Le solde des échanges d'œufs en coquille est négatif (- 19 500 téoc ; - 24 M€) sur 8 mois 2018. Les exportations sont en hausse en volume (+ 2,9 %), notamment vers l'Espagne, tandis qu'elles se replient en valeur (- 14,7 %), avec un prix moyen en repli de 17,1 % par rapport à 2017. Les exportations d'ovoproduits reculent en volume sur 8 mois 2018 (- 4,2 %) tandis qu'elles progressent en valeur (+ 10,9 %) avec un accroissement des ventes en direction de l'Union européenne (+ 15,8 %) tirées par les prix moyen du jaune liquide et des produits séchés en hausse. Les importations d'ovoproduits reculent de 2,7 % en volume sur 8 mois 2018 / 2017, tandis qu'elles progressent de 10,8 % en valeur avec une hausse des importations en provenance d'Espagne notamment (+ 8 M€). Le solde en ovoproduits est positif (+ 14 M€) et s'accroît de 2 M€ sur 8 mois 2018 par rapport à 2017. Ainsi, le déficit global en œufs et ovoproduits se réduit (- 1,1 M€ en 2018 contre - 7,5 M€ en 2017).

Commerce français d'œufs et ovoproduits en valeur sur 8 mois 2018



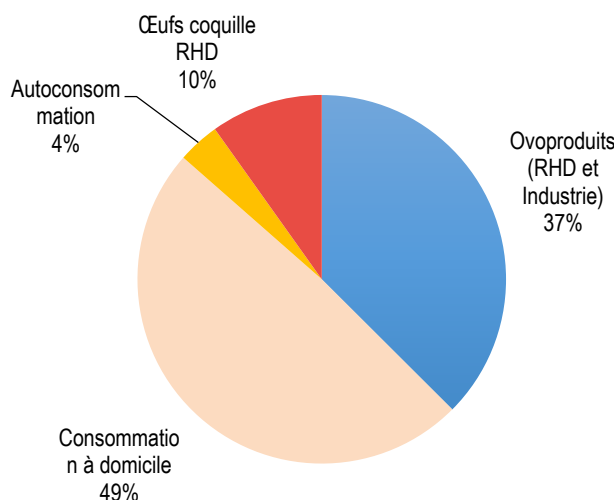
Sources : ITAVI d'après douanes françaises

➤ Consommation et segmentation de marché

En France la consommation d'œufs est assez stable mais s'érode légèrement depuis 2006 (- 0,3 % par an) pour s'établir à 211 œufs/hab/an¹ en 2017 avec une part d'ovoproduits de 37,4 % stable par rapport à l'année 2016 (37,4 %). En 2017, la consommation totale est en progression de 1,9 % par rapport à 2016. En moyenne triennale sur 2015-2017, la consommation d'œufs par habitant en France est de 214 œufs en repli de 0,3 % par rapport à 2014-2016, retrouvant ainsi les valeurs de 2009-2011.

En 2017, la part des achats d'œufs en coquille pour la consommation au domicile représente environ 49 %, la consommation d'œufs en coquille en RHD 10 %, la consommation sous forme d'ovoproduits 37 % et le solde correspondant à l'autoconsommation (environ 4 %).

Consommation d'œufs par circuit de distribution en 2017



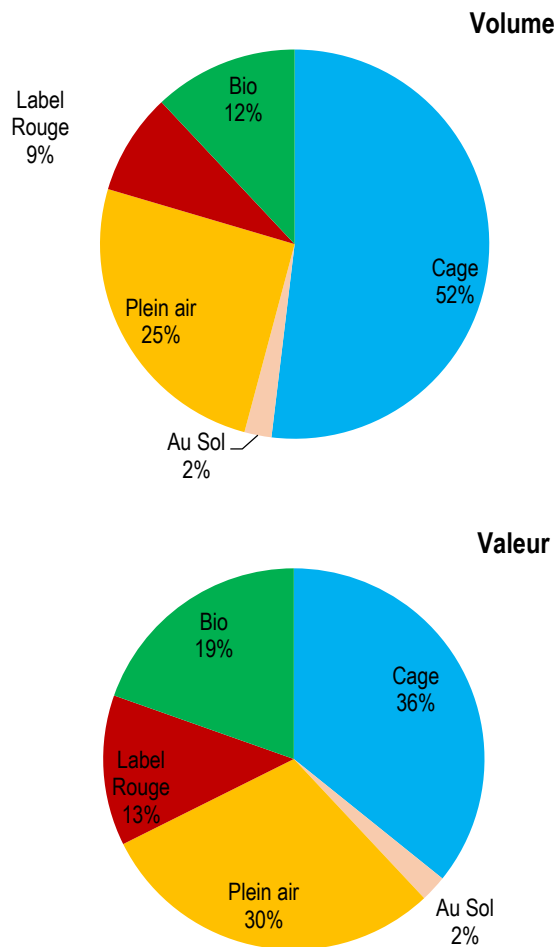
Source : ITAVI d'après SSP, douanes françaises, prodcom

Les œufs en coquille restent un produit de base consommé par une grande majorité de français, avec un taux de pénétration² d'environ 96,3 % en cumul annuel mobile au 7 octobre 2018 selon le panel de consommateur Kantar.

En revanche ce taux varie en fonction des différents systèmes d'élevage avec un repli du taux de pénétration d'œufs « cage » qui passe de 79 % à 70 % entre 2013 et 2017. Cette tendance s'accélère en 2018 avec un taux de pénétration de 68 % en cumul annuel mobile au 8 octobre 2018. En

revanche, on observe une hausse du taux de pénétration des œufs plein air passant de 65 % à 72 % sur la 2013-2017.

Segmentation de marché des achats des ménages d'œuf coquille pour leur consommation à domicile, tous circuits



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Depuis 2003, la part des systèmes alternatifs dans la consommation est en augmentation et correspond en 2017 à près de la moitié des volumes de consommation à domicile (48 %) et à deux tiers des dépenses en œufs selon le panel Kantar, les prix du bio et du Plein Air étant plus élevés. Parmi les systèmes alternatifs, le bio et le plein air (hors label rouge) ont suivi une progression particulièrement importante sur dix ans, représentant un doublement du volume global. Dans la production, la part des systèmes alternatifs reste importante (63 % en 2017), ainsi l'écart est comblé par les utilisations du secteur ovoproduits qui s'approvisionne encore à 77 % en œufs de poules pondeuses en cage et par la RHD (Restauration Hors Domicile).

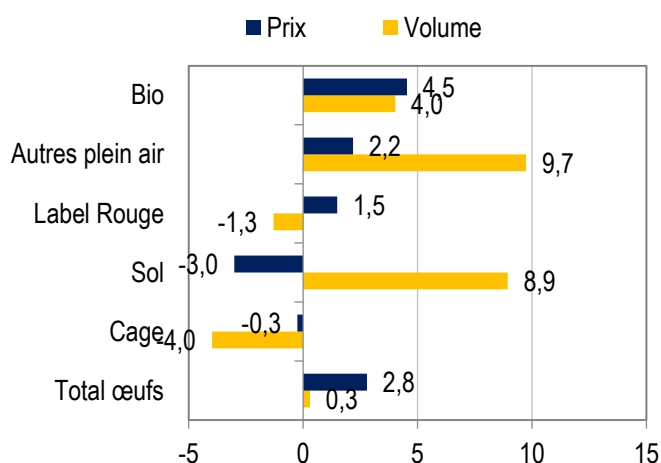
¹ Calcul de la consommation non-lissée sur la base de la production corrigée à 14,3 milliards d'œufs par an. Dans la présentation européenne, la valeur SSP officielle a été utilisée avec un lissage sur trois ans d'où une consommation établie à 220 œufs / hab / an.

² Part des ménages ayant acheté au moins une fois des œufs sur la période considérée.

• Tendence 2018

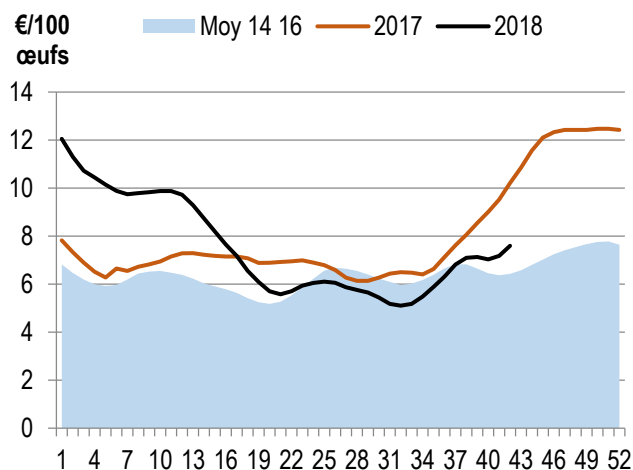
Sur les dix premières périodes 2018 (prenant fin le 8 octobre 2018) la consommation à domicile d'œuf en coquille est en hausse de 0,3 % avec une baisse des volumes d'œufs cage de 4,0 % tandis que les achats d'œufs Plein-Air hors Label et Bio progressent (+ 9,7 %), de même que pour les œufs bio (+ 4,0 %). Les achats des ménages d'œufs de pondeuses au sol progressent (+ 8,6 %) avec des prix en baisse de 3,0 %. Le prix des œufs, tous modes d'élevages confondus, augmente de 2,8 % entre 10 périodes 2018 et 10 périodes 2017 ce qui conforte la tendance haussière des consommations d'œufs issus de pondeuses en systèmes alternatifs à la cage. En période cumulée sur 10 périodes, la part des systèmes cage s'établit à 50 %, 2 % pour le sol, 8 % pour le Label Rouge, 28 % pour le Plein Air et 12 % pour le Bio.

Évolution des achats des ménages d'œufs sur 10 périodes 2018/2017(en %)



Source : Kantar Worldpanel

Évolution de la TNO (moyenne des calibres M et G)



Source : Les marchés

➤ Retour progressif à la normale des cotations des œufs

En 2017, suite à la crise du fipronil, la TNO calibré a augmenté de 89 % entre la semaine 34 et 45 pour se stabiliser autour de 12,4€ les 100 œufs jusqu'en fin d'année. Aussi sur l'année 2017 la TNO calibré est en hausse de 28,7 % par rapport à 2016 soit 8,07 € / 100 œufs.

Avec le retour progressif de l'offre européenne, les cotations des œufs convergent vers les prix des années antérieures, les cours du calibré sont en dessous de leur niveau de 2017 depuis la semaine 17. La TNO du calibré reste en hausse de 6,2 % sur 42 semaines par rapport à 2017. La TNO Industrie moyenne est en revanche en baisse de 5,8 % sur 41 semaines 2018 mais suit des cours plus proche des années passées depuis la semaine 6.